

PARTIS

Mathot ne fait plus partie du PS, jusqu'à nouvel ordre



© PHOTO NEWS.

Alain Mathot ne fait plus partie du PS. Il se met « en retrait » du parti, évitant au passage l'exclusion pure et simple, jusqu'à nouvel ordre. Explication... L'ancien député-bourgmestre de Seraing, homme fort dans la région, extrêmement populaire, a été condamné récemment par la cour d'appel de Liège (après avoir été acquitté en première instance) à 12 mois avec sursis pour corruption passive, écopant par ailleurs d'une confiscation de 700.000 euros et d'une inéligibilité de cinq ans. Sur cette base, il a été auditionné lundi par la commission de vigilance du PS liégeois, plaçant l'« erreur judiciaire », confirmant qu'il se pourvoit en Cassation, enfin signifiant qu'il se met « en retrait » du parti – Alain Mathot a envoyé un mail en ce sens à la fédération liégeoise, dirigée par Frédéric Daerden. Conclusion : Alain Mathot, on l'a dit, ne fait plus partie du PS jusqu'à nouvel ordre, étant entendu que seule la décision en Cassation pourra éventuellement changer la donne. D.CI

CORONAVIRUS

UE : 2^e dose de rappel ?

Les ministres de la Santé des 27 Etats membres de l'UE se sont donné une semaine pour tenter de s'accorder sur une recommandation commune aux publics les plus fragiles pour une deuxième dose de rappel (« booster ») du vaccin contre le covid. Des données scientifiques commencent à apparaître et montrent une diminution de l'immunité conférée par la première dose de rappel (dite parfois « troisième dose ») quatre mois après son administration chez les 60 ans et plus. Le Conseil a donc demandé à la Commission européenne de mener un travail de coordination des Etats membres, avec le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et l'Agence européenne des médicaments (EMA). La Belgique propose déjà l'administration d'une deuxième dose de rappel aux personnes immunodéprimées (environ 300.000 personnes) ainsi qu'à celles ayant reçu le vaccin unidose de Janssen et la première dose de rappel (400.000 personnes). BELGA

POLITIQUE

Extrême droite francophone ?

« Nous avons résisté. Nous ne sommes pas à l'abri »

Le Crisp consacre deux « Courriers » à la lutte contre l'extrême droite en Belgique au moment où Le Pen cartonne en France : cordon médiatique, politique, militance anti-fasciste... « Le sud du pays tient bon, mais tout peut arriver. »

ENTRETIEN

DAVID COPPI

Au moment où, pour la deuxième fois consécutivement, Marine Le Pen – sauf remontada de Jean-Luc Mélenchon – pourrait accéder au second tour de la présidentielle en France, le Crisp (Centre de recherche et d'information sociopolitiques) consacre deux numéros du *Courrier hebdomadaire* (les numéros 2522-2523 et 2524-2525) à la lutte contre l'extrême droite en Belgique, signés Benjamin Biard, chargé de recherche.

La différence de « traitement » de l'extrême droite au nord et au sud du pays (ré)apparaît clairement dans vos publications. Il y est question de cordon sanitaire politique, surtout de cordon sanitaire médiatique.

Car c'est un élément déterminant. Le principe du cordon sanitaire médiatique a été adopté en décembre 1991 du côté francophone, après le « dimanche noir » qui avait vu le Vlaams Blok et, dans une moindre mesure, le Front national effectuer une percée aux législatives. Puis il a été renforcé au fil du temps, « judiciairisé », et ça produit des résultats. Au nord du pays, on est loin du compte. Certes, plusieurs médias revendiquent un traitement différencié de l'extrême droite, mais les colonnes des journaux et les plateaux de télévision leur sont ouverts.

Cela étant, le cordon intervient au milieu d'autres facteurs, et c'est l'ensemble qui a permis de contenir l'extrême droite du côté francophone jusqu'à présent. Je pense notamment à la société civile, par exemple lorsqu'elle s'oppose physiquement, par des actions directes, à des réunions d'extrême droite : à Gilly, en janvier 2020, où des militants antifascistes se sont d'ailleurs heurtés à la police ; à Herstal récemment, où les autorités communales, sous la pression là encore de milieux militants, ont empêché les partisans de « Chez nous » de tenir leur congrès fondateur... Plus globalement, on compte une nuée d'associations ou d'organisations antifascistes, de tailles très diverses, particulièrement actives en Belgique francophone – je les recense dans cette dernière livraison du *Courrier hebdomadaire* du Crisp. Ajoutez, plus largement, des institutions comme le Mrax ou Unia, qui ont l'habitude d'estimer en justice pour dénoncer les discriminations ou pour défendre, notamment, les victimes de racisme. Le Mrax a son pendant en Flandre, Kif Kif, mais globalement, la lutte contre l'extrême droite est plus puissante au sud du pays.

L'on soutient aussi que, historiquement, le PS, comme « parti de masse », a longtemps contribué à fixer un certain électoral qui pouvait filer à droite, et que le PTB a un rôle en ce sens aujourd'hui...



Manifestation contre les mesures sanitaires à Bruxelles le 9 janvier. Parmi les organisations présentes, Civitas, considérée comme catholique intégriste et d'extrême droite. © JEAN BENSANA.



Si l'extrême droite est marginale en termes électoraux chez nous, ses idées circulent bien

”

Quant au PTB, je crois en effet que, par ses caractéristiques, sa façon aussi de faire de la propagande sur les réseaux sociaux, il capte un électoral désabusé ou anti-système qui pourrait, dans d'autres circonstances, être tenté par une droite radicale ou extrême. Ces électeurs ont en effet en commun d'être plus méfiants que les autres à l'égard du fonctionnement de notre démocratie. Pour le PS, je dirais surtout que le parti a été protagoniste dans la lutte contre l'extrême droite institutionnellement : Philippe Moureaux est le père de la loi réprimant le racisme, Philippe Busquin, notamment, est à l'origine du cordon sanitaire politique en Belgique francophone.

Au total, une série de paramètres permettent d'expliquer au moins partiellement pourquoi l'extrême droite ne prospère pas au sud, mais on aurait tort de croire que nous, francophones, serions à l'abri.

Expliquez.

Il faut distinguer la demande électorale de l'offre électorale. Pour ce qui concerne la demande, au fond, les électeurs du sud et du nord du pays partagent largement des mêmes attitudes. Des études réalisées en période électorale – par exemple menées en 2014 par le projet Partirep – le montrent : les Wallons sont sensibles aux « thématiques » de l'immigration, de la sécurité ou encore du rejet des politiques et des institutions démocratiques traditionnelles, autant que peuvent l'être les Flamands. Mais il n'y a pas l'offre politique derrière, comme c'est le cas en Flandre, pour une série de raisons, je l'ai expliqué. En fait de demandes électorales semblables, j'introduirais cependant une nuance qui n'est pas sans importance : l'extrême droite est portée souvent par un sentiment national-nationaliste, qui est fort en Flandre, il l'est aussi par exemple en France – d'où le succès du FN devenu Rassemblement national, ou de Zemmour pour une part actuellement –, qui vit peu en Wallonie ou à Bruxelles.

Mais je veux souligner que, malgré tout, non, nous ne sommes pas à l'abri : voyez comment, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, des formations d'extrême droite ont surgi et se sont affirmées en très peu de temps, en quelques années. Cela peut arriver chez nous.

Avec Marine Le Pen, l'extrême droite est aux portes du pouvoir en France, un pays de référence pour nous, francophones. Il y a une contagion possible ?

Les sondages indiquent que Marine Le Pen pourrait se hisser au second tour, ils indiquent aussi qu'elle ne parviendrait vraisemblablement pas à atteindre le pouvoir à l'issue du second.

Plus encore, il n'est pas garanti qu'elle pourra former un groupe politique à l'Assemblée nationale lors des élections législatives qui suivront. Cela étant, son influence ainsi que celle d'Eric Zemmour sont déjà nettement perceptibles. La question migratoire est par exemple au cœur de la campagne. En termes de politiques publiques, on peut aussi repérer l'empreinte du RN. En Belgique, si l'extrême droite reste écartée du pouvoir et si le système électoral est distinct de celui qui prévaut en France, le courant a une influence dans le temps sur l'opinion publique, ainsi que sur les décisions politiques.

Dans le Courrier du Crisp, vous revenez aussi sur le rôle des services de renseignement et de sécurité. L'on prétend souvent que la Sûreté a noyauté le Front national et qu'elle est pour beaucoup dans le fait que cette formation n'a jamais pu percer dans nos régions.

Je ne le crois pas. L'échec du Front national tient surtout aux conflits entre les personnes – il y a eu des dizaines de scissions, on ne les compte plus ; ajoutez les différences de vues sur la stratégie à suivre : se radicaliser ? ou se normaliser ?... Non, cela étant, les services de renseignement et de sécurité, qui suivent par ailleurs l'extrême gauche, les milieux anarchistes, les groupes islamistes, ont souligné à plusieurs reprises ces derniers temps que l'extrémisme de droite semblait reprendre vigueur et qu'il retenait leur attention tout spécialement. Pensez à la présence de représentants de l'extrême droite dans certaines manifestations contre les mesures sanitaires, au développement de la « fachosphère », la propagande plus ou moins masquée sur internet, ou encore à l'affaire Jürgen Conings. Tout ceci nous ramène à ce que je soulignais en forme d'avertissement : si l'extrême droite est marginale en termes électoraux, ses idées circulent bien et nous ne sommes pas à l'abri ; l'extrême droite peut, à la faveur de circonstances historiques, finir par se frayer un chemin chez nous, si la garde est baissée.